



Restitution de la Consultation citoyenne sur l'Europe
organisée par **M. Thierry MICHELS** le **19 avril** à **Strasbourg**
sur le thème « **La transition énergétique, ça vous parle ?** »

Déroulement général

74 personnes étaient présentes au total : l'organisateur, la modératrice, 3 membres de l'équipe de l'organisateur, 9 intervenants et 60 participants.

M. Thierry MICHELS, député du Bas-Rhin et organisateur de la consultation, a introduit l'événement en présentant la démarche des Consultations citoyennes sur l'Europe, les objectifs de la consultation et les enjeux européens de la transition énergétique et écologique.

M. Jean-François QUERE, directeur de l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES), qui a accueilli la consultation dans ses locaux, a présenté l'activité de l'ENGEES et les enjeux de la transition énergétique.

Conformément à la Charte des Consultations citoyennes sur l'Europe, un appel a été lancé pour désigner un rapporteur et deux assesseurs volontaires, en suggérant un **critère de parité pour le binôme d'assesseurs**.

M. Fabien COQUEREAU, étudiant à l'ENGEES, s'est porté volontaire pour tenir le rôle de rapporteur. Mme Caroline DOUE et M. Christian AYARD se sont portés volontaires pour contribuer à la rédaction du présent document en lien avec Thierry MICHELS et son équipe parlementaire.

La consultation s'est déroulée en trois séquences correspondant aux thèmes suivants :

- 1) Développer les énergies renouvelables
- 2) Améliorer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie
- 3) Réaliser la transition économique, sociale et solidaire

Chaque séquence a débuté par un **sondage réalisé en direct dans la salle** (sauf la dernière, faute de temps), suivi par les **interventions**, limitées à 5 minutes chacune, de deux ou trois intervenants invités à réagir aux résultats du sondage, à partager leur expérience et leurs perspectives, et à lancer le débat, avant de laisser place à 15 minutes de **débat citoyen** avec l'ensemble des intervenants et des participants de la consultation. **Mme Anne HEINTZ** a distribué la parole et modéré les échanges.

La consultation s'est terminée par une **synthèse orale des échanges par le rapporteur**, puis une poursuite informelle des échanges autour d'un « pot européen », organisé en partenariat par des étudiants de l'ENGEES afin de récolter des fonds pour l'association OXFAM dont ils sont membres.

La restitution a été finalisée lors d'une **réunion avec les assesseurs le 24 avril** au bureau parlementaire de Thierry MICHELS. Ce projet est envoyé au Secrétariat Général des Consultations Citoyennes et est communiqué aux participants qui en ont exprimé le souhait. La restitution n'a pas pour objet d'être une synthèse exhaustive des échanges mais un compte-rendu des débats qui ont eu lieu.

Synthèse des échanges

Q : question / R : réponse / I : intervention

Thème 1 : développer les énergies renouvelables

- **M. Arnaud BOYER**, Directeur du Développement et de l'Ingénierie de R-CUA, a mis en garde contre la tendance à perdre la vision territoriale des choses ; il a rappelé que les populations démunies sont les premières victimes des hausses tarifaires liées à l'énergie et que la transition énergétique est, au-delà d'un enjeu financier, un enjeu humain et sociétal.
- **M. Frédéric FRITSCH**, Consul honoraire de Finlande à Strasbourg, a présenté les politiques nationales finlandaises pour la transition énergétique, notamment l'utilisation de la biomasse à partir des déchets de l'exploitation forestière et l'existence depuis 40 ans d'un institut de prospective sur la transition énergétique, qui dispose d'un fond indépendant sur les plans financier et politique.
- **M. Bernard KEMPF**, Directeur du Développement et des Relations externes d'Electricité de Strasbourg, a mis en avant le coût considérable des projets de géothermie profonde et de forage et a insisté sur l'expertise locale nécessaire à la réussite des projets ; il a rappelé que la technologie en matière de géothermie est mature mais qu'il faut atteindre cette ressource ; il a appelé à poursuivre la recherche et le développement pour déployer les réseaux de chaleur qui s'appuient sur les énergies renouvelables.

Débat citoyen

- **Q** : les projets d'énergies renouvelables évoqués sont très capitalistes ; la transition énergétique ne viendrait-elle pas plutôt des citoyens ? **R** : la logique privilégiée est désormais celle des partenariats public-privé, car les particuliers n'ont généralement pas les moyens d'engager financièrement des projets de cette envergure.
- **Q** : comment l'Union européenne peut-elle aider les pays à développer le biométhane ? **R** : les projets de biométhane bénéficient des financements LIFE+. L'UE s'intéresse aux questions techniques relatives à l'usage du biométhane et a l'ambition de développer ce type de solutions.
- **I** : la recherche sur la photosynthèse occupe une faible place en France. **I** : la photosynthèse n'est pas la solution révolutionnaire, bien qu'elle fera partie du mix énergétique global.

Thème 2 : améliorer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie

Chaque participant a été invité à écrire une proposition de mesure permettant d'améliorer son cadre de vie pour le rendre plus respectueux de l'environnement. Les intervenants ont ensuite pioché et lu plusieurs propositions, avant de réagir.

- **Mme Katharina BROCKSTEDT**, Coordinatrice de Energivie.pro, a soulevé la question de l'urbanisme, notamment l'intégration de la végétalisation et la localisation des écoles et des logements par rapport aux routes ; elle a souligné l'importance du choix des matériaux et de la maîtrise de la ventilation ;
- **M. Thierry WILLM**, Directeur adjoint de l'environnement et des services urbains de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg a rappelé que 80% du droit de l'environnement est d'inspiration communautaire et que l'Union européenne est aux avant-postes en matière de qualité de l'air et menace la France et d'autres pays de sanctions ; il a présenté les politiques de développement des pistes cyclables et de réduction de la pollution atmosphérique à Strasbourg, notamment la création prévue d'autoroutes à vélo.

Débat citoyen

- **I** : le développement de l'usage des vélos en ville est difficile en raison de la mauvaise qualité des pistes cyclables, des dangers de la circulation et de campagnes insuffisantes pour promouvoir le vélo.
- **I** : le bien-être social renvoie notamment au bien-être au sein d'une maison ; la ventilation est importante mais aussi l'utilisation des détergents, dont beaucoup contiennent des ingrédients nocifs pour la santé ; une solution est d'utiliser des substituts aux détergents (carbonates, bio-carbonates, vinaigre blanc) et d'augmenter la publicité faite autour de ces produits.
- **Q** : sur la coopération énergétique européenne. **R** : Certaines coopérations existent déjà à l'échelle européenne notamment entre la France et l'Allemagne en terme d'électricité (l'Allemagne achète de l'électricité à la France).

Thème 3 : réaliser la transition économique, sociale et solidaire

- **Mme Christel KOHLER**, Adjointe au Maire de Strasbourg en charge du suivi et de la mise en œuvre du Plan climat, a souligné que le débat sur le modèle énergétique à adopter dans les territoires doit être porté à l'échelle européenne ; elle a observé l'importance de communiquer le plus en amont possible des projets de renouvelables auprès du grand public, pas seulement au moment des enquêtes publiques ; elle a insisté sur l'importance de l'adaptation au changement climatique, en préparant notamment les enfants aux hausses de température (jusqu'à 50°C dans certaines villes) et en promouvant la présence du végétal en milieu urbain.

- **M. Patrick FRANCOIS**, Directeur régional de la Caisse des dépôts Grand Est, a rappelé le temps de maturation et de gestation des grands projets, et déclaré que l'Europe est indispensable pour la capacité de lever des fonds, car les projets de renouvelables ont un coût considérable, un niveau de risque et d'incertitude, et ont donc besoin de garanties publiques ; il a plaidé pour une dimension citoyenne de la transition énergétique et pour mettre en lumière les profits financiers que tirent les citoyens des projets éoliens.

- **M. Jochen SOHNLE**, Professeur de droit public à l'Université de Lorraine, spécialiste de droit international et européen de l'environnement, a présenté les articles des traités européens concernant les politiques de l'environnement et de l'énergie et mis en évidence la difficulté de mettre en place des projets harmonisés dans l'UE en raison de la règle de l'unanimité ; il s'est interrogé sur la possibilité de réviser les traités pour supprimer l'unanimité dans certains domaines, afin d'être en mesure d'introduire une écotaxe ou une fiscalité commune, ainsi que la possibilité que le Parlement européen contribue à la distribution des choix énergétiques entre les Etats membres.

Débat citoyen

- **I** : la réglementation est un facteur de frein car elle n'évolue pas suffisamment rapidement, en dépit d'une pression citoyenne en ce sens.
- **I** : le bilan carbone des maisons à énergie positive est défavorable en raison des matériaux utilisés qui ont un bilan carbone négatif (béton, polystyrène) ou qui sont difficiles à recycler (panneaux photovoltaïques) ; il faut par ailleurs prendre en compte le confort de ces maisons.

Propositions citoyennes

- Mettre l'accent sur la qualité de l'air et le transport propre pour améliorer le cadre de vie des citoyens ; utiliser des substituts aux détergents qui contiennent des ingrédients nocifs pour la santé, afin d'améliorer la qualité de l'air en intérieur et la santé ; construire avec des matériaux biosourcés
- Communiquer le plus en amont des projets d'énergies renouvelables auprès du grand public, pas seulement au moment des enquêtes publiques

- Développer des campagnes de promotion des alternatives énergétiques, en expliquant au citoyen l'intérêt d'utiliser des énergies nouvelles par rapport au coût des énergies fossiles
- Supprimer la règle de l'unanimité pour certaines matières, notamment la fiscalité ou la détermination du mix énergétique national, afin de faciliter l'adoption d'une écotaxe ou d'une fiscalité commune et de permettre une régulation plus contraignante sur les politiques énergétiques des Etats membres, pour avancer vers une gestion commune de l'énergie en Europe
- Mieux associer le Parlement européen à la politique énergétique de l'UE
- Créer une agence européenne indépendante de promotion des énergies renouvelables sur le modèle d'Euratom

Analyse des sondages et du recueil d'idées

1. Sondages

Les deux sondages sur le thème « développer les énergies renouvelables » n'ont pas permis de dégager, de manière dominante, un frein principal ou une mesure prioritaire pour développer les énergies renouvelables en France et en Europe. Dans l'un et l'autre cas, les voix étaient réparties de façon équilibrée entre trois des quatre réponses proposées. Concernant le frein principal au développement des renouvelables, **la complexité technique des projets et les financements insuffisants ont été identifiés comme le frein principal à une majorité de 37% des voix**, tandis que l'intermittence et les impacts sur les paysages n'étaient considérés comme un frein principal que par 7,4% des votants. S'agissant de la mesure prioritaire pour accélérer le déploiement des renouvelables, **la simplification de la réglementation et l'accélération des procédures ont été choisies par une majorité de 33,9% des voix**, tandis que l'accroissement des financements publics et les appels d'offre n'ont réuni que 13,2% des voix.

Ces résultats mettent en lumière plusieurs constats : **l'intermittence et les impacts sur les paysages, souvent évoqués comme des impacts négatifs inévitables des projets de renouvelables, ne sont pas des obstacles insurmontables** ; il existe une **réelle demande pour simplifier la réglementation et accélérer les procédures, notamment au contentieux**, et pour soutenir la recherche et l'innovation vers des énergies renouvelables moins chères et plus compétitives.

Le troisième sondage, sur les mesures proposées pour améliorer le cadre de vie et le rendre plus respectueux de l'environnement, a été choisi pour valoriser l'expérience et les préoccupations des citoyens concernant leur environnement de proximité.

2. Recueil d'idées

Des 46 réponses qui ont été recensées (cf. détail complet en annexe), il ressort les constats et les points de convergence suivants :

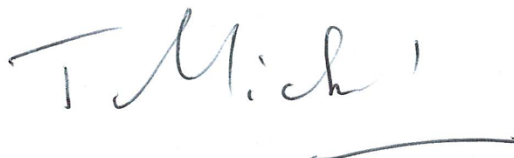
- **le réflexe européen transparaît peu dans les réponses** (bien que la question n'évoque pas explicitement l'Europe), même si **certaines des mesures proposées impliquent une prise de décision ou une harmonisation au niveau de l'UE** : taux de TVA réduit pour les modes alternatifs à la voiture, politique agricole plus respectueuse de l'environnement, digitalisation et décentralisation de l'énergie,
- **la transition énergétique et écologique évoque en premier lieu des réalités de la vie quotidienne pour de nombreux citoyens, et souvent des actes relativement simples qui n'appellent pas une législation fournie,**

- les transports sont une préoccupation majeure : **9 réponses appellent à réduire le trafic automobile ou interdire les véhicules motorisés en ville ; 8 réponses appellent à promouvoir et faciliter les modes de transport alternatifs à la voiture et l'usage du vélo,**
- le développement des espaces verts et de la végétalisation dans les zones urbaines est une seconde mesure largement partagée, qui a fait l'objet de **6 réponses,**
- le traitement et le recyclage des déchets est cité **5 fois,**
- l'information et la participation citoyennes aux politiques de l'environnement ainsi que la décentralisation de l'énergie sont cités **6 fois.**

Signatures

L'organisateur, le rapporteur et les deux assesseurs de la Consultation citoyenne sur l'Europe conviennent de publier le présent document sur le site www.queleestvotreeurope.fr.

L'organisateur



M. Thierry MICHELS

L'assesseur

Mme Caroline DOUE



L'assesseur

M. Christian AYARD



Strasbourg, le 24 avril 2018

Annexe : résultats des sondages

1^{er} sondage : quel est le frein principal au développement des énergies renouvelables en France et en Europe aujourd'hui selon vous? (1 seule réponse)	Nombre de voix	Pourcentage
A) Le coût et la compétitivité	16	29,6%
B) L'intermittence et les impacts sur les paysages	4	7,4%
C) La réglementation et les recours abusifs	14	25,9%
D) La complexité technique des projets et les financements insuffisants	20	37%
2^{ème} sondage : laquelle de ces mesures vous semble prioritaire pour accélérer le déploiement des renouvelables en France et en Europe? (1 seule réponse)	Nombre de voix	Pourcentage
A) Simplifier la réglementation et accélérer les procédures	18	33,9%
B) Améliorer le dialogue citoyen, l'information et la participation publiques	13	24,5%
C) Soutenir la recherche et l'innovation	15	28,3%
D) Accroître les financements publics et les appels d'offre	7	13,2%

3^{ème} sondage : écrivez-une mesure qui permettrait d'améliorer votre cadre de vie (habitat, quartier, ville) pour le rendre plus respectueux de l'environnement

Retranscription des réponses telles que formulées par les participants :

- *Pour rendre mon cadre de vie plus respectueux de l'environnement je propose un taux réduit de TVA pour les modes alternatifs à la voiture (achat de vélo, abonnement train/tram/citiz billets de train/tram/méto)*
- *Un maillage de l'information accessible sur les initiatives liées à la réduction des consommations énergétiques, afin de rendre l'information plus claire et plus transparente*
- *Gratuité des transports communs*
- *Plus de poubelles sur la voie publique et bien sûr en faire respecter l'usage*
- *Interdire/limiter la circulation des voitures en ville*
- *La digitalisation des consommations pour optimiser la fonctionnement coût et consommations énergétiques - réduction empreinte carbone*
- *Ajouter des parkings à vélo (saturation dans certains quartiers...) - Interdire fermement les klaxons qui sont émis après le danger*
- *Créer des zones à circulation restreinte et obliger les bailleurs et les copropriétés à planter des arbres*
- *Réduire le trafic automobile*
- *Développer les véhicules électriques*
- *Meilleure gestion des déchets! Participation plus précise des citoyens!*
- *Réduire le chauffage au bois. Il émet beaucoup de particules fines très cancérigènes. En ville cela est inacceptable.*
- *Développer la récente découverte des engins mangeurs de plastique pour réduire les monceaux de déchets qui envahissent les villes et les océans*
- *Limiter la circulation automobile en ville et généraliser des parkings à l'extérieur des villes pour encourager les personnes extérieures à utiliser les transports en commun (bus, tram) et favoriser les habitants à l'utilisation du vélo, marche à pied*
- *L'habitat - Les économies d'énergie commencent par les économies de consommation. Le monde de l'artisanat est mal formé à ces changements et l'aménagement voire la rénovation*

des maisons anciennes. Comment donner des outils simples à des propriétaires pour réduire leur consommation d'énergie?

- *Gestion des déchets et valorisation/réduction*
- *Installation des panneaux solaires sur les toits plats (anciens et nouveaux bâtiments) ex. Schiltigheim Centre technique (non équipé)*
- *Faciliter l'accès aux transports publics pour les salariés et les jeunes par une réduction des trafics*
- *Limiter la vitesse des véhicules, quels qu'ils soient à 30km/h en ville*
- *Favoriser les modes de déplacements respectueux de l'environnement (à pied, co-voiturage, vélo, fret, etc.)*
- *Piétonisation du quartier*
- *Subventionner les kilomètres parcourus à vélo / Ne plus construire de route #GCO non merci - Simplifier la consommation et la vente de produits locaux*
- *Interdire l'usage de la voiture dans les centres urbains denses, un centre urbain dense étant de mon point de vue une agglomération comme l'Eurométropole*
- *Développer sensiblement les transports en commun pour rediriger les automobilistes vers ces modes (incitation positive) - Mesures pratiques: bus plus fréquents, élargir les plages horaires, construire des P+R en périphérie (gratuits?)*
- *Interdiction aux véhicules motorisés de circuler au centre-ville*
- *Politique agricole : aide au développement d'une agriculture respectueuse de notre planète / Stopper le déclassement des ruisseaux en fossés / Développer des zones urbaines en préservant un contact direct et permanent avec la nature (arbres, espaces-verts, forêts...)*
- *Lutte contre le bruit / Incivilités*
- *Equiper des régulateurs d'énergies*
- *Construire avec des matériaux biosourcés*
- *Augmenter le nombre d'espaces verts de Strasbourg*
- *Planter plus d'arbres / Développer les jardins ou mini potagers partagés*
- *Diminuer les produits polluants et augmenter les substituts (savon noir, bicarbonate, vinaigre blanc...): moins de risques sanitaires, mieux pour l'environnement*
- *Pénaliser la méthanisation comme source de chaleur et de carburant*
- *Respecter les espaces verts et planter des arbres dans les endroits de fortes circulation automobile (route du Rhin, avenue Jean Jaurès...)*
- *Favoriser le chauffage urbain collectif pour pouvoir changer de source d'énergie ou de conjuguer les énergies les plus écologiques et les plus renouvelables*
- *Avoir accès à des sources d'énergies renouvelables locales et "décentralisées": je veux dire ne pas trop faire dépendre le service apporté d'entreprises qui ont tout le contrôle opérationnel et financier de la structure. Vu en Allemagne: les habitants sont propriétaires d'une ou plusieurs éoliennes et ils sont alimentés par elles en électricité*
- *Installations de compost sur territoire urbain / rues, écoles...*
- *Plus de piétonisation / Développement des composts partagés dans la ville*
- *Jardiner et développer les espaces verts avec les citoyens*
- *Accélérer les conversions: charbon --> Gaz naturel; fioul --> Gaz naturel et développer les gaz renouvelables. Cela permettrait de diminuer (et contribuer) à la diminution de 40% du CO2*
- *Créer un système de financement participatif pour les projets en lien avec l'environnement*
- *Faire quelque chose pour les WC (9L par chasse)*
- *Organiser des réunions de quartier pour sensibiliser et informer les habitants des chances et opportunités en matière d'efficacité et d'économies*
- *A partir de 400 € il est possible d'installer un réservoir d'eau de douche, réutilisé à des fins d'hygiène (WC). N'est-il pas aberrant de faire nos besoins dans de l'eau potable?*
- *Smart Building: Les économies d'énergie des bâtiments privés / publics. Quelles initiatives? Chauffe-eau solaires?*
- *Ubériser la procédure d'énergie*